



Rodez, le 18 novembre 2014

Déclaration liminaire :

Monsieur le Président,

Ce comité technique local marque encore une fois, aux yeux de FO-DGFIP, tout le mépris d'une direction pour ses agents.

Une circulaire, sortie le 22 octobre 2014, et dont les directives vont s'appliquer dans deux mois au plus tard, démontre ce mépris. Le Service Public Républicain se meurt, et la DGFIP l'aide bien à agoniser. Les directives gouvernementales, pour se plier aux exigences européennes, sont de faire des économies à tout va. Notre ministère comporterait trop d'agents, donc nous devons dégraisser. 2015 marquera la continuité avec 10 suppressions d'emplois dans l'Aveyron.

Il n'y a plus d'argent. Pourtant, rien que sur l'année 2013, la fraude fiscale est estimée à 80 milliards d'euros alors même que seulement 10 milliards d'euros ont été redressés. Peut-être manque-t-il tout simplement de petites mains pour récupérer ce manque à gagner ? Pour autant, on fait valoir aux agents que pour améliorer les conditions de vie au travail, on va réduire les horaires d'ouverture au public. S'il était besoin de prouver qu'il s'agit bien d'une mascarade de dialogue social, on parle bien, dans la circulaire du 22 octobre, de concertation informelle mais avec un compte rendu... on demande aux agents ce qui les arrange... et on ne conserve que ce qui arrange notre direction !

Et pour couronner le tout, alors que nous pensions vivre dans une démocratie, les services préfectoraux délèguent aux directions locales la possibilité de publier ces nouveaux horaires. Plus besoin d'enquête de fréquentation, les directives de la direction générale passeront en force. Autre hypocrisie de cette instruction, il faut prêcher la bonne parole : Internet est la solution à tout, Impots.gouv est notre sauveur. On voit bien que l'on occulte sciemment plus de la moitié des agents de la maison, comme on le fait régulièrement depuis une certaine réforme Sauter, il y a bientôt 14 ans !

Et comme il faut enfoncer le clou coûte que coûte, que va-t-on faire des trésoreries classées C4 dans les trois ans qui viennent ? Quel prétexte fallacieux va-t-on encore trouver pour les supprimer en douceur ? La sécurité de l'agent, l'amélioration des conditions de vie ... déjà fait. Les réductions d'effectifs récurrentes qui, selon certains, justifient les réductions d'horaires, et qui font que nos concitoyens, à force de se casser le nez sur des portes de bureaux fermées renoncent à leur questionnement... c'est en cours. Ajoutez à cela l'entrée en vigueur de la circulaire sur le principe « Silence vaut acceptation »... on voit qu'on supprimera encore ceux qui font les réponses.

Quelle vague de restructurations allez-vous aujourd'hui nous annoncer ? Quid des personnes qui fréquentent quotidiennement les SPF de Millau et Villefranche de Rouergue ? Quid des contribuables et des partenaires qui viennent chaque jour jusqu'à maintenant dans les trésoreries d'Argence et Carladez, d'Entraygues-Saint Amans, des Deux Vallées, de Sévérac-le-Château, de Marcillac-Vallon-Conques, d'Aubin, de Capdenac-Gare, de Najac, de Rieupeyroux, de Ségala Méridional, de Lévézou, de Rance et Rougier et de Larzac ?

Si en introduction nous parlions de mort du Service Public Républicain, les quelques lignes que nous venons d'évoquer ressemblent fort à une rubrique nécrologique. Une fois de plus, les élus FO-DGFIP ne cesseront de combattre cette situation.

Les représentants FODGFIP 12.

